



Forum “Villes et régions pour des partenariats internationaux”

Exemples de la participation des Autorités Locales et Régionales dans l'initiative Global Gateway de l'Union européenne

Bruxelles,
8-10 décembre 2025

Introduction

C'est un plaisir de vous accueillir à ce 9^{ème} forum « Villes et Régions pour des partenariats internationaux », qui cette année est dédié à la **contribution des Autorités Locales et Régionales (ALRs) dans la stratégie « Global Gateway », incluant des contextes plus fragiles**. Nous remercions chaleureusement tous les représentants des gouvernements locaux et régionaux, les délégations et institutions de l'UE, les institutions de financement du développement et nos partenaires se joignant à nous à Bruxelles pour alimenter ce dialogue important.

Le Global Gateway est l'offre stratégique de l'UE pour des investissements durables et responsables dans le monde entier. Sa mise en œuvre a progressé rapidement dans les premières années et une observation s'est avérée particulièrement évidente : **les investissements ont un meilleur impact et sont plus durables s'ils ont leurs racines dans les territoires et qu'ils sont façonnés à l'aide des ALRs**. A travers régions et secteurs, cet engagement avec les ALRs prend tout son sens et apparaît comme un facteur-clé du succès ; pourtant leur potentiel dans la stratégie Global Gateway et son approche universelle reste encore **trop peu utilisé**.

Cette brochure, issue d'une recherche plus approfondie commandée par la DG INTPA et menée par l'ECDPM, a été établie pour **aider les participants à soutenir des discussions dans ce forum**. Elle offre **un aperçu de 46 initiatives Global Gateway dans différents secteurs et régions** où les ALRs se sont déjà engagés, de façon directe ou indirecte, dans des projets complémentaires à 360°, en tant que **collaborateurs, partenaires opérationnels, bénéficiaires ou encore comme gestionnaires**. Ces exemples prouvent **qu'une approche territoriale fonctionne** : elle renforce l'actionnariat, améliore les prestations de service pour les communautés locales, autorise l'engagement du secteur privé, et consolide cette énergie, même dans des contextes plus fragiles.

Il y a pourtant un **énorme potentiel inexploité**, notamment à cause de plusieurs obstacles structurels : une décentralisation limitée, un accès restreint aux finances, des contraintes de capacité au niveau local et un engagement insuffisant des ALRs dans les étapes de planification et de conception d'investissements. Dans un même temps, les analyses révèlent des **parcours prometteurs** : le **FEDD+ garantit** le déblocage de prêts locaux, de prêts sub-souverains via les banques de développement et des subventions via le **Financement Non-Lié au Coût (FNLC)**, au niveau local et des dispositifs de **coopération décentralisée** avec les autorités locales européennes qui débouchent sur de nouvelles opportunités pour les ALRs de s'engager encore plus dans le déploiement du Global Gateway.

Ce forum s'appuie sur ces constatations. Au travers de contributions venant d'expériences concrètes, **groupes de travail ciblés et opportunités de jumelage**, notre objectif est de passer **de la prise de décision à l'action**, en identifiant **où et comment les ALRs des pays associés et celles d'Europe peuvent accroître leur contribution au Global Gateway**, main dans la main avec les institutions européennes, Etats-Membres et nos partenaires Equipe Europe.

Nous espérons que ce livret **stimulera l'échange et la coopération** lors du forum et au-delà. Nous vous souhaitons d'avoir des discussions constructives, de nouveaux partenariats et un Forum constructif.

Remerciements

Cette brochure présente de façon concise les projets Global Gateway, identifiée dans le cadre de l'étude (interne) cartographique demandée par la DG INTPA (avec le soutien de la Facilité ATDL– Approche Territoriale pour le Développement Local).

La Facilité ATDL est financée et gérée par la section G2 (Autorités locales, sociétés civiles et fondations) de la DG INTPA, et est mise en œuvre par l'Agence Allemande pour la Coopération Internationale, la GIZ.

Cette étude a été conduite par Amandine Sabourin et Martina Sainaghi (Facilité ATDL) C'est un document évolutif, visant à identifier les projets Global Gateway dans lesquels les autorités locales et régionales ont été impliquées.

Les auteurs sont reconnaissants envers la section G2 de la DG INTPA pour leurs précieuses contributions et soutien pendant ces recherches (avril à octobre 2025), aussi bien qu'aux délégations de l'UE et autres experts qui ont pris le temps de participer et de partager leurs points de vue et idées pendant les interviews. Les études et points de vue exprimés dans ce document sont ceux de sauteurs et ne représentent en aucun cas ceux de la Commission Européenne, du Comité Européen des Régions ou de toute autre institution. Toute erreur ou oubli demeure de la responsabilité des auteurs.

Le rôle des Autorités locales et régionales dans le Global Gateway : exemples de pratiques déjà en place

Novembre 2025

Table des matières

Liste des acronymes	6
Argentine – Agenda d’investissement GLOBAL GATEWAY– Hydrogène vert en Argentine, avec les provinces de Chubut, Santa Cruz et Tierra del Fuego	8
Argentine – Projet de gestion durable des déchets avec la province de Jujuy.....	8
Bolivie – Projets liés à l’exploitation des terres rares et autres ressources critiques.....	9
Brésil – « Pará et Maranhão Mieux Connectés »	9
Cambodge – Projet d’approvisionnement en eau à Bakheng	10
Cameroun – Gestion de l’eau et des déchets – Prévention d’inondations et assainissement de Douala	10
Cameroun – Soutien à la mobilité urbaine pour développer un transport de bus express à Yaoundé	11
Tchad – Initiative Equipe Europe sur les villes secondaires vertes.....	11
Costa Rica – Promouvoir la mobilité urbaine dans la GAM du Costa-Rica incluant l’électrification du réseau de bus de San José (projet-phare).....	12
Costa Rica – mUEve: mobilité durable, urbanisme, équipement, valorisation de l’espace public, écologie et équité	12
Côte d’Ivoire – Mobilité urbaine et aménagement de la ville de Bouaké – Projet Mambo.....	13
République Démocratique du Congo – Corridor vert Kivu-Kinshasa	13
République Dominicaine – Autorités locales et transport non-motorisé	14
République Dominicaine – Programme global pour le tourisme et le développement urbain de la ville coloniale de Saint- Domingue	14
Equateur – Gestion des déchets solides, Garantie d’un Fonds Européen pour le Développement Durable (FEDD+) à Cuenca.....	15
Ghana – Programme d’urbanisation	15
Guatemala – Renforcement de la gouvernance locale sur l’eau, la confiance et le développement durable	16
Guinée-Bissau – L’UE pour des villes vertes et inclusives.....	16
Inde – Programme CITIIS	17
Indonésie – Soutien pour les investissements d’infrastructure en Indonésie (S4I)	17
Jordanie – Plans d’action pour le climat et l’énergie renouvelable SECAPs à Amman, Madaba, Mafraq & Um El-Jimal	18

Kenya – Participation des gouvernements locaux dans la transformation numérique du Kenya et dans le développement urbain sous l'initiative GLOBAL GATEWAY.....	18
Laos – « Partenariat Equipe Europe pour renforcer l'échange durable et inclusif, l'investissement et la connectivité dans les secteurs agricoles et forestiers.....	19
Libye – Centre de transformation poissonnière à Zliten.....	20
Madagascar – « Tous redevables » : une approche intégrée.....	20
Malawi – Ulimi ndi Chilengedwe m'Malawi (UCHI) – Programme de croissance et d'écologisation	21
Mauritanie – Soutien à la région de Nouakchott pour son développement durable résilient et équitable	21
Mauritanie –Groupe de coordination avec les ALs pour un ensemble d'actions intégrées.....	22
Mexique – Achèvement du 'Master Plan' et définition d'une stratégie commerciale pour le port de Guaymas, Sonora (Mexico)	23
Maroc – Plusieurs projets via la politique de régionalisation, mis en place via le Fonds D'équipement communal (FEC) et régions	23
Mozambique – « VAMOZ Digital »	24
Namibie – Mise en œuvre de partenariats sur les valeurs des matières premières et sur l'hydrogène renouvelable.....	24
Népal – Cities 4 Women : Urbanisation sûre et inclusive.....	25
Nigeria – Omi Eko – “Investir dans les voies navigables pour le développement de l'état de Lagos”	26
Pakistan – Soutien de l'UE au développement économique durable grâce à la formation technique et professionnelle sur la demande	26
Paraguay – Accompagner l'investissement « PARACEL » avec une contribution à la formation technique et professionnelle	27
Pérou – Comblement des lacunes en eau et assainissement à Chimbote & Nuevo Chimbote	27
République du Congo – « Villes Vertes et Résilientes »	28
Rwanda – Développement urbain sûr, inclusif et intelligent des villes rwandaises.....	28
Rwanda – « Hanga Hubs ».....	29
Gambie – Projets de gouvernance locale, services de base et développement durable.....	29
Les Philippines – Partenariat « Economie Verte » EU-PH (groupes de gouvernements locaux verts)	30
Togo – GEDEC – Gestion des déchets et assainissement urbain.....	30
Ouzbékistan – Digitalisation et intégration de l'Infrastructure Nationale de Données Spatiales.....	31
Zambie – NEEZA – Programme 'Nexus Eau et Energie pour la Zambie.....	31
Zimbabwe – Construire des villes résilientes et inclusives	32

Liste des acronymes

BAD	Banque Asiatique de Développement
AECID	Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement
AFD	Agence française de Développement
AICD	Agence Italienne pour la Coopération au Développement
AIMF	Association Internationale des Maires Francophones
BMZ	Ministère Fédéral de la Coopération Economique et du Développement
CIEDEL	Centre International d'Etudes pour le Développement Local
CLGF	Forum des collectivités locales du Commonwealth
CG	Conseil des Gouverneurs (Kenya)
CR	Comité Européen des Régions
CRM	Matières Premières Critiques
OCS	Organisations de la société civile
CUD	Communauté Urbaine de Douala
CUY	Communauté Urbaine de Yaoundé
DANIDA	Coopération au développement du Danemark
CD	Coopération Décentralisée
BERD	Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement
CE	Commission Européenne
FEDD+	Fonds Européen pour le Développement durable +
BEI	Banque Européenne d'Investissement
ENABEL	Agence Belge de Coopération Internationale
ESG	Critères Sociaux, Environnementaux et de Gouvernance
UE	Union Européenne
DUE	Délégation UE
FEC	Fonds d'Equipement Communal
FIAP	Fondation pour l'Internationalisation de l'administration publique
FNLC	Financement Non-Lié au Coût
LCPE	Libre Consentement Préalable et Eclairé
GAM	Grande Métropole de San José
GG	Global Gateway
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
ICCN	Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (RDC)
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
BID	Banque Interaméricaine de Développement
INTPA	Partenariats Internationaux
JEFIC	Joint European Financiers for International Cooperation
KfW	Institut du Crédit pour la Reconstruction (Allemagne)
KISIP 2	Projet d'Amélioration des bidonvilles au Kenya
ALs	Autorités Locales
ALRs	Autorités Locales et Régionales
EM	Etat-Membre
NALAG	Association Nationale des Autorités Locales du Ghana
NDC	Contribution déterminée au niveau national
PPP	Partenariat public-privé

RMF+	Mécanisme d'atténuation des risques+
DDC	Agence Suisse pour le Développement et la Coopération
ODDs	Objectifs du Développement Durable
SECAP	Plans d'action efficaces en matière d'énergie durable et de climat (Jordanie)
SLEC	Service Local énergie climat (Maroc)
TAIEX	Assistance Technique et Echange d'Informations
TVET	Formation Technique et Professionnelle
CGLU	Cités et Gouvernements Locaux Unis
UNCF	Fonds de Développement du Capital des Nations Unies
PNUD	Programme de Développement des Nations Unies
UNGL	Union Nationale des Gouvernements Locaux (Costa Rica)
UNICEF	Fonds pour l'Enfance des Nations Unies
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les Services de Projets
VNG	Association des Municipalités néerlandaises

Argentine – Agenda d’investissement Global Gateway – Hydrogène Vert en Argentine, avec les provinces de Chubut, Santa Cruz et Tierra Del Fuego

En Argentine, l’Agenda d’investissement Global Gateway sur l’hydrogène vert (projet à 4M€) est conçu pour impliquer les gouvernements provinciaux dans les différentes étapes vers une transition énergétique du pays. Les provinces de Chubut, Santa Cruz et Tierra Del Fuego ont participé à des réunions régulières avec la DUE, contribuant au développement, à l’aménagement et à la coordination du secteur. Leur rôle est essentiel pour assurer un alignement entre stratégies nationales et plans de développement local, particulièrement en mettant en place un cadre réglementé pour l’hydrogène vert. Les autorités provinciales bénéficient de plus d’une initiative ciblée de renforcement de compétences, gérée par les agences de coopération espagnoles et allemandes, leur permettant ainsi de renforcer leur gestion publique, de promouvoir la coordination interministérielle et d’acquérir l’expertise technique nécessaire pour gérer et réguler le secteur avec les standards de l’UE.

Au-delà de cette gouvernance, ce plan investit dans la sensibilisation des citoyens, le transfert de savoirs et l’optimisation d’infrastructures, réaffirmant l’engagement provincial vers une croissance verte, durable et inclusive.

Sans rapport avec le projet Global Gateway, un partenariat a été mis en place via le plan «partenariats pour des villes durables» financé par l’UE, entre Braga et Villa Maria, Cordobe (Espagne) et Cordoba (Argentine) ainsi qu’entre Avellaneda et la Comune di Pordenone.

- Parties prenantes impliquées : gouvernements provinciaux (Chubut, Santa Cruz and Tierra Del Fuego), Federación Argentina de Municipios (indirectement liée) ; CE, Espagne (AECID, FIAP), France (AFD), Italie, Allemagne (GIZ).
- Délai : non mentionné.
- Pour en savoir plus : [Large-scale green hydrogen project – Global Gateway \(Argentina, Morocco, Namibia\)](#), [Developing the sustainable lithium value chain in the Salta and Jujuy provinces in Argentina – Global Gateway \(EU\)](#)

Argentine – Projet de gestion durable des déchets avec la province de Jujuy

Faisant partie du portfolio Global Gateway en Argentine, ce projet de gestion durable des déchets dans la province de Jujuy place les autorités locales au centre de sa mise en œuvre. La province est le principal partenaire, bénéficiant d’un prêt à hauteur de 44M€ de la BEI, d’une contribution de 11.7M€ de la CE avec la garantie souveraine du gouvernement national.

Le gouvernement provincial travaille en étroite collaboration avec les municipalités, s’assurant que chacune développe et applique ces programmes de gestion intégrée des déchets. A travers ce projet, les autorités locales bénéficient non seulement d’une aide financière, mais surtout d’une aide technique et de formations, leur permettant de réduire l’enfouissement de déchets, d’améliorer le système de recyclage et de créer des emplois dans le traitement des déchets. Ce projet montre que la structure fédérale argentine permet aux entités régionales de gérer et d’accéder à un financement international via le Global Gateway. Sans rapport avec le Global Gateway, un partenariat a été mis en place via le plan « Partenariats pour des villes durables » financé par l’UE, entre Braga et Villa Maria, Cordobe (Espagne) et Cordoba (Argentine) ainsi qu’entre Avellaneda et la Comune di Pordenone.

LOCALISING GLOBAL GATEWAY

- Parties prenantes impliquées : Province de Jujuy (partenaire principal), CE, Banque Européenne d'Investissement (BEI), Banque Interaméricaine de Développement (BID).
- Délai : 2018–en cours.
- Pour en savoir plus: [Jujuy Integrated Waste Management Project Fiche](#), [Integrated Waste Management Programme in Jujuy – EIB project pipeline](#)

Bolivie – Projets liés à l'exploitation des terres rares et autres ressources critiques

En Bolivie, l'UE pose les fondations des investissements du Global Gateway pour les matières premières critiques (CRM) en favorisant l'environnement plutôt que le financement direct de projets. Les ALs, dont les gouvernements municipaux, autorités des communautés autochtones et traditionnelles dépendent, sont au centre du processus. Jusqu'ici, elles se sont beaucoup impliquées dans le travail préparatoire, tels que diagnostics structurés, études, formations, mettant l'accent sur leurs missions et renforçant leur capacité de gouvernance. Cet engagement révèle l'importance des ALRs en Bolivie dans ce secteur, qui possèdent une légitimité significative et la capacité de bloquer ou d'autoriser des investissements à grande échelle. Même si aucune subvention ou emprunt ne sont prévus pour cette initiative, les autorités locales reçoivent un soutien considérable non-financier à travers des formations dans la gestion de ressources, de l'aménagement participatif, des standards sociaux et environnementaux ainsi que de la responsabilité citoyenne. Leur participation veille à ce que les futurs investissements sur les CRM soient socialement ancrés, adaptés aux besoins du territoire et alignés aux principes de justice environnementale et de respect des droits autochtones. Malgré le fait que l'initiative sur les CRM n'implique aucun mécanisme de coopération décentralisée pour le moment, ce sont potentiellement 30 ans de partenariats municipaux qui pourraient se construire.

- Parties prenantes impliquées : autorités paysannes autochtones originelles, DUE, France (AFD), Suède (SIDA), Espagne (AECID).
- Délai : Mise en place début 2026.

Brésil – « Pará et Maranhão Mieux Connectés »

Le programme du Global Gateway « Pará et Maranhão Mieux Connectés » investit plus de 311M€ pour développer la connectivité durable en Amazonie, alliant câbles sous-marins, réseaux terrestres et serveurs intelligents reliant l'accès numérique au suivi sismique et climatique. Cette initiative n'est pas seulement infrastructurelle : elle donne des capacités au niveau territorial dans la cybersécurité, la gouvernance numérique et prestation inclusive de services publics, visant principalement les communautés autochtones aux revenus modestes. Grâce à la structure fédérale du Brésil, les états de Para et Maranhão sont directement responsables de la mise en œuvre et du co-financement, montrant à quel point les entités infranationales ont la capacité de s'engager dans des partenariats internationaux multiples sous le Global Gateway. Cela crée de potentiels points d'entrée pour les ALRs européennes et entreprises à collaborer pour des services numériques intelligents sur le climat, un e-gouvernement et un développement de compétences inclusives. Même s'il n'est pas lié au projet Global Gateway, le programme «partenariats pour des villes durables» financé par l'UE, a soutenu un partenariat entre les municipalités de Rio de Janeiro et Milan.

- Parties prenantes impliquées : Etat de Pará (PRODEPA – Société de traitements de données de l'état de Pará), Etat de Maranhão (ATI – agence d'études des technologies de l'information de

Maranhão), CE, France (AFD), BID.

- Délai : 2025–2031.
- Pour en savoir plus : [IDB Project fiche, Signature Proparco partners with IDB Invest and BRK AmBEIntal Maranhão.](#)

Cambodge – Projet d’approvisionnement en eau à Bakheng

Au Cambodge, le projet d’approvisionnement en eau à Bakheng–3 représente un gros investissement du Global Gateway pour répondre à la demande en eau en constante augmentation à Phnom Penh (grâce à une subvention de la CE de 12M€ et d’un prêt à l’AFD de 200M€). S’appuyant sur le travail déjà fourni sous Bakheng–1 et Bakheng–2, cette nouvelle phase vise plus haut en impliquant directement les acteurs locaux dans la gouvernance et la professionnalisation du secteur de l’eau. L’autorité d’approvisionnement en eau de Phnom Penh (AAEPP) joue un rôle central dans la mise en place et dans la restructuration du service pour assurer sa durabilité sur le long terme. L’engagement local s’est renforcé à travers l’ajout de la municipalité de Phnom Penh dans le comité directeur du projet, permettant aux ALs de participer à la supervision et à des conseils stratégiques. En parallèle, le programme s’étend au niveau national en apportant un renforcement de compétences et une assistance technique aux services provinciaux de l’eau, renforçant leurs capacités pour proposer des services de l’eau plus fiables et respectueux de l’environnement. En ce sens, ce projet montre à quel point la propriété au niveau municipal et la professionnalisation de services peut être combinée à un renforcement de compétences au niveau national pour créer un secteur de l’eau plus efficace, durable et intégré.

- Parties prenantes impliquées : autorité d’approvisionnement en eau de Phnom Penh, ministère de l’industrie, des sciences, de la technologie et de l’innovation, municipalité de Phnom Penh, CE, France (AFD).
- Délai : 2025–2031.
- Pour en savoir plus : [EIB Summary sheet, Water treatment plant in Phnom Penh in Cambodia](#)

Cameroun – Gestion de l’eau et des déchets – prévention d’inondations et assainissement de Douala

Le projet de gestion de l’eau et des déchets à Douala met l’accent sur l’assainissement et la prévention des inondations à travers la ville. Avec un investissement total de 154M€, alliant un prêt de 150M€ de l’AFD destiné au drainage urbain et une subvention de 4M€ par le Fonds UE pour l’économie circulaire et les déchets plastiques, l’initiative promet de renforcer la résistance de la ville aux inondations tout en améliorant les infrastructures de gestion et d’élimination des déchets. La CUD est le principal partenaire local, responsable de la planification et de sa mise en place. La CUD a pour tâches de renforcer les structures administratives, la gestion des partenaires, de développer un observatoire des transports et structurer le transport artisanal au sein de systèmes légaux.

Le projet de gestion de l’eau et des déchets sera mis en place en étroite collaboration avec un autre projet financé par l’UE sur la mobilité urbaine, dans lequel la CUD est aussi particulièrement impliquée. Cette liaison entre réforme de transports, gestion environnementale et gouvernementale crée un modèle de développement urbain multi-sectoriel où ALRs européennes et acteurs privés trouvent de multiples points d’entrée, comme partages d’expertises sur la mobilité urbaine ou partenariats pour des infrastructures de recyclage en respectant les enjeux du climat.

Non-lié à ce projet Global Gateway, un partenariat a été soutenu par le programme «partenariats pour des villes durables» financé par l’UE, pour le SUMP (“soutien aux Communautés Urbaines de Douala

et Yaoundé dans l'implémentation de plan de mobilité urbaine durable”) impliquant la Communauté Urbaine de Douala, la Communauté Urbaine de Yaoundé et Bordeaux Métropole.

- Parties prenantes impliquées : CUD, CUY, CE, France (AFD).
- Délai : Mise en place début 2026.
- Pour en savoir plus : [Programme de Lutte contre les Inondations à Douala et à Yaoundé](#)

Cameroun – Soutien à la mobilité urbaine pour développer un transport de bus express à Yaoundé

La Communauté Urbaine de Yaoundé (CUI) joue un rôle central dans le projet MoVE Yaoundé, celui de principal responsable local de planification et de coordination du développement du système de transport de bus express, avec 10.87M€ alloués pour son élaboration et un investissement estimé à 150M€. Ses obligations incluent l'établissement et la gestion d'une unité de mobilités douces et de transport public, du recrutement et de la supervision du personnel, et une participation aux études techniques de conception de projet, de l'évaluation de ses impacts sociaux et environnementaux mais aussi d'un plan provisoire. La CUI doit aussi s'assurer que les standards de mobilité douce et d'aménagement urbain soient intégrés au projet. La CUI est soutenu d'une aide financière et non-financière : les fonds pour les études techniques et les formations transitent via des partenaires internationaux, tandis que l'assistance technique, l'aide à la gestion de projet et à la formation de personnel renforce la capacité de la CUI à gérer les projets de mobilité urbaine plus complets. Même si les partenariats d'égal à égal n'ont pas encore été établis, la CUI bénéficie d'un échange indirect de connaissances à travers l'expertise internationale, se positionnant sur le long terme pour une mise en place réussie du projet.

Non-lié à au projet Global Gateway, un partenariat, soutenu par le programme «partenariats pour des villes durables» financé par l'UE, pour le SUMP, impliquent la Communauté Urbaine de Douala, la Communauté Urbaine de Yaoundé et Bordeaux Métropole.

- Parties prenantes impliquées : CUI, ministère du logement et du développement urbain, CE, Allemagne (BMZ, GIZ), France (AFD).
- Délai : Mise en place début 2025.
- Pour en savoir plus : [MoVE Yaoundé, Equipe Europe: MoVe Yaoundé](#)

Tchad – Initiative Equipe Europe sur les villes secondaires vertes

L'Initiative Equipe Europe sur les villes secondaires vertes soutient les villes secondaires du Tchad dans l'objectif de construire des économies locales plus intégrées, durables et soucieuses du climat. Les ALs y jouent un rôle central : elles valident et utilisent ces plans de développement, identifient les priorités locales et gèrent les investissements. Selon l'Initiative Equipe Europe, l'idée est de renforcer la gouvernance municipale et leur fournir un soutien administratif, financier et correctement géré, tout en créant des structures de consultation aux multiples acteurs reliant les municipalités aux institutions nationales, la société civile et le secteur privé. En renforçant les valeurs de chaînes agricoles et d'élevage, cette initiative stimule l'économie locale tout en améliorant l'accès aux services de base et en faisant la promotion de l'inclusion sociale. Mieux encore, cela renforce les liens entre villes secondaires et le corridor N'Djamena-Douala, montrant que le développement urbain peut s'allier à l'union régionale économique. Le développement durable de ces villes est essentiel au succès des investissements du Global Gateway sur ce corridor, réassurant un bénéfice aux populations locales tout en réduisant les risques d'exclusion et d'instabilité.

- Parties prenantes impliquées : municipalités du Tchad, CE, France, Espagne, Pays-Bas, Allemagne, Hongrie, Suisse.
- Délai : depuis 2021 (implémentation en cours)
- Pour en savoir plus : [Chad – Secondary Cities](#) , [Capacity4dev](#).

Costa Rica – Promouvoir la mobilité urbaine dans la GAM du Costa-Rica incluant l'électrification du réseau de bus de San José (projet phare)

Ce projet sert d'appui à l'ambition du Costa Rica de transformer la mobilité dans la GAM, avec pour objectif phare l'électrification du réseau de bus de San José. Il fait partie de ces tentatives à grande échelle de l'Equipe Europe pour la relance écologique, la décarbonisation et une mobilité urbaine durable. Les ALRs se placent en tête de liste avec la municipalité de San José, jouant un rôle-clé dans la gouvernance, la planification et la mise en œuvre de ces mesures de mobilité urbaine. Avec l'aide financière de la CE (5M€) et de la BMZ (500.000€), espérant aussi un investissement supplémentaire de 250M€ pour le train, ce projet renforce la coordination entre municipalités et organisme du gouvernement central, tout en induisant un apprentissage d'égal à égal avec les autorités de transports d'Europe et de la région. Surtout, ce projet montre comment le financement international et l'assistance technique peuvent catalyser des réformes sur la mobilité urbaine dans des systèmes à gouvernance centralisée. Cela crée également des opportunités pour les ALRs européennes et acteurs du secteur privé de s'associer dans des domaines tels que l'e-mobilité, l'urbanisme et les technologies de transports plus écologiques.

Ce projet associe un apprentissage d'égal à égal entre autorités de transport et entreprises d'autres métropoles de la région. De plus, même s'il n'est pas lié au projet Global Gateway, le programme « partenariats pour des villes durables », financé par l'UE, a encouragé un partenariat entre les municipalités de Coslada et Tibas.

- Parties prenantes impliquées : Municipalité de San José, ministère des transports, banque du Costa Rica, CE, Allemagne (BMZ/GIZ).
- Délai : 2024-2027.
- Pour en savoir plus : [Electrification of the urban bus fleet in Costa Rica, Costa Rica Electric Train – EIB Summary Sheet](#)

Costa Rica – mUEve : mobilité durable, urbanisme, équipement, valorisation de l'espace public, écologie et équité

Faisant partie du portfolio Global Gateway au Costa Rica, le projet mUEve (4.9M€) révolutionne l'aménagement de la mobilité et de la gouvernance au Costa Rica en promouvant le TOD (Développement orienté autour des axes de transport) autour du «corridor du train électrique» dans la Grande Métropole (GAM). Ce projet, financé par le programme «partenariats pour des villes durables» de l'UE, est étudié sur 15 municipalités pour planifier et mettre en œuvre des améliorations d'infrastructures autour des gares et des écoles, assurant un accès inclusif pour les femmes, aux populations vulnérables et aux utilisateurs de transports multimodaux. Au travers d'un accord de convention intermunicipale, ces 15 municipalités conçoivent et effectuent ensemble ces interventions, en contribuant en même temps à un développement urbain sous-régional s'alignant aux stratégies de mobilité nationales et régionales. Une des caractéristiques-clé est cette forte dimension de coopération décentralisée : «l'Unión Nacional de Gobiernos Locales» (UNGL) s'associe aux associations municipales européennes, incluant l'association des municipalités néerlandaises (VNG), «Fomento de

San Sebastián» (Espagne), et la «Diputación de Guipuzkoa» (Espagne). Cette coopération favorise l'apprentissage d'égal à égal, les programmes d'échanges et de jumelage, assurant un transfert de savoirs entre les Costariciens et les métropoles européennes. Cette approche est évolutive, offrant un modèle de mise en pratique pour les autres pays souhaitant s'aligner sur le transport durable, le développement urbain et la gouvernance locale sous le Global Gateway.

- Partenaires impliqués : 15 municipalités de la GAM, UNGL, VNG, DUE, Espagne (Fomento de San Sebastián, Diputación de Guipuzkoa).
- Délai : 2019–2025.
- Pour en savoir plus : [mUEve project](#), [VNG: mUEve](#)

Côte d'Ivoire – Mobilité urbaine et aménagement de la ville de Bouaké – Projet Mambo

Le projet Mambo (55M€) à Bouaké, financé à travers de multiples opérations, a pour but de moderniser la mobilité urbaine et de renforcer les systèmes de transport public. Se basant sur des initiatives financées par l'UE déjà existantes, telles que le SUMP et "Bouaké Ville Durable", le projet se focalise sur le développement d'infrastructures comme les arrêts de bus, les réseaux routiers, et les zones commerciales, tout en dessinant les contours du rôle que va jouer la SAUTRA, compagnie de transports basée à Abidjan et à Bouaké. Les ALs, acteurs principaux, sont des bénéficiaires directs de cette initiative. Le conseil municipal de Bouaké reçoit une formation pour concevoir et gérer les stratégies de transport, mettre en place des mesures de sécurité routière et coordonner le plan de mobilité inclusive. Au travers du « groupe de travail Bouaké sur la mobilité urbaine » qu'elle gère, la municipalité bénéficie d'une assistance technique pour des dispositifs de financement, d'aide aux réglementations et d'une régulation « mototaxi ». Le conseil municipal prépare aussi le lancement d'une future autorité pour l'organisation de la mobilité, soutenue par la création d'un observatoire des accidents de la route au sein même de sa structure. Même s'il n'est pas directement lié à ce programme Global Gateway, le programme « Partenariats pour des villes durables », financé par l'UE, a encouragé un partenariat entre la municipalité de Bouaké, Reutlingen en Allemagne et Bobo Dioulasso au Burkina Faso.

- Parties prenantes impliquées : conseil municipal de Bouaké, SAUTRA (compagnie de transports basée sur Abidjan), groupe de travail Bouaké sur la mobilité urbaine (GTMU), DUE, France (AFD)
- Délai : Mise en œuvre débutant en 2026.

République Démocratique du Congo – Corridor vert Kivu–Kinshasa

Le « corridor vert Kivu–Kinshasa » à 1.2Md€ est un investissement phare du Global Gateway, organisé autour de diverses activités se focalisant sur des espaces clé protégés tels que Virunga, Yangambi, Garamba et Opemba, mais aussi la rivière Congo. Il a pour but de préserver plus de 100.000km² de forêt primaire tout en créant 1 demi-million d'emploi et 1 million de tonnes de production agricoles tout en développant des chaînes de valeurs qui réduiraient les conflits et sauvegarderaient les écosystèmes. Dans un contexte fragile marqué par une présence limitée de l'Etat, les ALRs sont essentielles : elles assurent l'aménagement territorial, la direction de projets, la maintenance des infrastructures et la médiation communautaire, ancrant l'initiative de manière stable et légitime au niveau local. Dans ce contexte, elles sont consultées comme les bénéficiaires. Leur rôle permet une approche large qui relie la conservation de la biodiversité, opportunités de subsistance, accès à l'énergie et gouvernance, le tout renforcé par des partenariats public–privé comme celui de la Fondation Virunga et l'ICCN. Même s'il n'est pas directement lié au projet, le programme

« Partenariats pour des villes durables », financé par l'UE, soutient la coopération entre la province congolaise de Nord-Kivu et la municipalité belge de Woluwe–Saint Pierre.

- Parties prenantes impliquées : CE, Belgique, France, Allemagne, Fondation Virunga, ICCN, acteurs européens du secteur privé.
- Délai : non mentionné.
- Pour en savoir plus : [Global Gateway: A Green Corridor, Virunga Conservation and Development Initiative in DRC, The Kivu-Kinshasa Green Corridor \(official website\), The Kivu-Kinshasa – Project fiche](#)

République Dominicaine – Autorités locales et transport non-motorisé

Le projet à 10M€ financé par l'UE-CIF cherche à intégrer le transport non-motorisé dans les systèmes de mobilité croissants de la République Dominicaine, là où l'automobile reste largement utilisée. Les ALs sont au centre de cette transition : les municipalités, représentées par l'intermédiaire de la « ligue des municipalités dominicaines », sont incluses dans la structure de gouvernance de l'institut national des transports, qui coordonne sa mise en place. Les représentants municipaux pourraient aussi participer au comité directeur du projet, assurant donc que les priorités territoriales et les préoccupations des citoyens soient prises en compte dans son aménagement. Ce rôle est renforcé par une décentralisation plus large et des réformes fiscales en cours dans le pays, consolidant les compétences des municipalités dans des domaines tels que l'aménagement territorial, la régulation du trafic, et la gestion de l'espace public. En combinant ces réformes avec le support du projet de base, l'initiative aide les municipalités à faire évoluer les mentalités sur le transport non-motorisé, de voir non pas une menace mais plutôt une opportunité, posant les fondations pour une mobilité urbaine plus durable et inclusive. Il n'existe pas, pour l'heure, de partenariats réels entre les dominicains et les municipalités européennes, mais il y a un vrai potentiel pour une coopération future, particulièrement en alliant des municipalités engagées dans une initiative de transport non-motorisé et les métropoles européennes et acteurs privés investissant déjà dans la mobilité durable, l'aménagement urbain et les infrastructures "vertes", qui soutiendrait la mise en place de projets du Global Gateway et immisçant un virage vers une gouvernance urbaine plus durable.

- Parties prenantes impliquées : institut national des transports, ligue des municipalités dominicaines, CE, France (AFD).
- Délai : 2022-2027.
- Pour en savoir plus : [Upgrade of Santo Domingo's urban transport, Sustainable Urban Mobility Programme, Iacif: Sustainable urban mobility support](#)

République Dominicaine – Programme global pour le tourisme et le développement urbain de la ville coloniale de Saint-Domingue

Ce projet, s'élevant à 80M€ (77M€ de prêt à l'IDB ET 2M€ de subventions de la CE) soutient la revitalisation de la ville coloniale de Saint-Domingue, alliant développement urbain, protection du patrimoine et inclusion sociale. Tandis que le ministère du tourisme gère le projet dans son ensemble et son financement, le gouvernement municipal national de district joue un rôle clé dans sa mise en place, s'assurant que les priorités et les moyens locaux dans l'aménagement urbain sont intégrés aux prises de décisions. La contribution de l'UE se focalise en particulier sur la réhabilitation de 140 logements pour résidents vulnérables, la résolution de conflits juridiques de longue date et l'amélioration directe des conditions de vie. Cela illustre le fait que les ALRs,

lorsqu'elles se positionnent comme des partenaires opérationnels, assurent que des projets de régénération urbaine s'équilibrent avec une croissance axée sur le tourisme, aux bénéfices concrets pour les communautés locales.

S'ouvrent alors de potentiels échanges et opportunités plus grandes avec les municipalités européennes dans ce tourisme basé sur le patrimoine et la renaissance urbaine, et ce pour créer de meilleures conditions pour parfaitement intégrer ces projets du Global Gateway en RD.

- Parties prenantes impliquées : BID, ministère du tourisme, gouvernement municipal national de district, ministère de la culture, comités stratégiques et techniques, CE.
- Délai : 2016–2026 (composante UE 2022–2026).
- Pour en savoir plus : [IDB Project Detail, Integrated tourism and urban development program for the colonial city of Santo Domingo](#)

Equateur – Gestion des déchets solides, Garantie d'un Fonds Européen pour le Développement Durable (FEDD+) à Cuenca

Le projet de gestion des déchets solides à Cuenca, en Equateur, met en lumière la manière dont les municipalités ont un accès direct au financement international via le Global Gateway. La Municipalité de Cuenca, à travers sa compagnie d'assainissement EMAC, a reçu un prêt de 25M\$US de l'AFD, couvert à 70% par la FEDD+ de l'UE. Cette organisation a donné à la ville un levier financier et une réduction des risques lui permettant de moderniser les infrastructures et services de gestion des déchets. Bien que ce projet n'ait pas été structuré autour d'une coopération décentralisée, celui-ci montre que même une municipalité de taille moyenne peut être un partenaire actif de la mise en place de projets complets, basés sur des prêts, soutenus par l'expertise technique d'acteurs européens du développement. Les ALs jouent ainsi un double rôle d'emprunteurs directs et d'exécutants des opérations, s'assurant que les améliorations de la gestion des déchets soient adaptées aux besoins spécifiques de la ville. La coopération décentralisée en Equateur est dans une dynamique de croissance, avec la mise en place par Cuenca d'un modèle de financement municipal qui inspire désormais des échanges entre pairs avec d'autres villes comme Loja. Garanties par le Global Gateway, ces initiatives ouvrent de nouvelles portes à l'investissement municipal, la collaboration entre ALRs équatoriales, et les partenariats avec leurs homologues européens. Bien que non affilié au projet, le programme « Partenariats pour des villes durables », financé par l'UE, a encouragé un partenariat entre La Palma del Condado (Espagne) et les municipalités équatoriales de Mira et Montufar.

- Parties prenantes impliquées : municipalité de Cuenca, CE France (AFD), Allemagne (GIZ)
- Délai : Projet annoncé en 2024.
- Pour en savoir plus : [FEDD+ in Cuenca Press release](#)

Ghana – Programme d'urbanisation

Le partenariat EU-Ghana pour des villes durables est un programme à 360M€ (incluant un prêt, des subventions et un investissement) répondant aux problèmes d'inégalités régionales et promouvant un développement urbain inclusif, en se focalisant sur les régions du nord. Celui-ci est structuré en trois phases : urbanisme, investissements structurés et enfin, à plus grande échelle, infrastructures pour l'eau et l'assainissement. Les ALs sont au cœur de cette initiative, malgré l'absence d'une entité administrative pour les villes dans le système ghanéen. Les municipalités sont directement impliquées dans l'urbanisme, la supervision de

contrats de PPP et dans le développement de nouveaux modèles de prestations de service comme la gestion des déchets solides, le recyclage et les espaces de loisirs. Leur rôle dans la création du projet, son contrôle et sa promotion contribuent à garantir que les investissements correspondent aux besoins de la communauté et puissent contribuer à réduire sa fragilité. La présence de la NALAG, association nationale des autorités locales, renforce cette coordination et la représentation de la municipalité pendant chaque phase du projet. Même s'il n'est pas lié au projet, le programme «partenariats pour des villes durables», financé par l'UE, a encouragé le Ghana à maintenir et renforcer son jumelage avec la métropole de Sekondi-Takoradi et de Palerme en Italie.

- Parties prenantes impliquées : municipalités impliquées dans le projet, association nationale des autorités locales du Ghana, gouvernement du Ghana, CE, France (AFD), Danemark (DANIDA), UNICEF, Invest International, BIE.
- Délai : 2024–2032.
- Pour en savoir plus : [EU-Ghana Joint Programming 2021–2027 \(Global Europe instrument\)](#)

Guatemala – Renforcement de la gouvernance locale sur l'eau, la confiance et le développement durable

Au Guatemala, les ALRs ont joué un rôle central dans le renforcement de sa gouvernance, de sa transparence et dans son développement durable à travers trois projets complémentaires de l'UE : la GIGAM à 0.5M€ (Altiplano Marquense water governance initiative), le projet à 0.8M€ « Dry corridor open government » à Zacapa et le projet de planification territoriale à 2.4M€ du « Petén Itza Lake basin ». Dans ces initiatives, les municipalités ont activement participé à la phase de conception, contribuant à la création de politiques, à la conception conjointe d'instruments de planification et à la mise en œuvre de stratégies inclusives et collaboratives. Ces projets illustrent à quel point donner du pouvoir aux autorités locales, par le biais de moyens techniques et institutionnels, peut améliorer les services publics, améliorer la confiance des citoyens, et créer des conditions d'une future coopération décentralisée et l'engagement des parties prenantes.

Cette dynamique s'est déjà matérialisée à travers des échanges et des partenariats : les municipalités guatémaltèques sont allées visiter l'Espagne pour comprendre les bonnes pratiques en matière de gestion des déchets solides, de l'eau et d'autres services publics, tandis que la collaboration entre l'institut du développement municipal et les associations de municipalités s'est renforcée par un apprentissage mutuel. Des partenariats avec les municipalités Basques ont par ailleurs encouragé ce transfert de savoirs et de pratiques, renforçant les compétences locales pour un développement territorial durable.

- Parties prenantes impliquées : plusieurs ministères du gouvernement, Asociación de Desarrollo Integral de Municipalidades del Altiplano Marquense, 7 municipalités, DUE, Espagne (AECID), Allemagne (GIZ), CONEXX-Europe, Swisscontact, Helvetas Germany, FAO
- Délai : « Petén Itzá Basin » : 2025–2028. Les deux autres projets sont fermés.
 - Pour en savoir plus : [Altiplano Marquense GIGAM Project, Dry Corridor open government project in Zacapa, Petén Itzá basin Project](#)

Guinée-Bissau – L'UE pour des villes vertes et inclusives

En Guinée-Bissau, l'UE fournit 21M€ pour encourager les services de bases et l'urbanisme participatif à Bissau et dans les villes secondaires. En parallèle, un plus gros investissement de 182.8M€ combinant prêt et subventions, renforce le secteur « Guinée-Bissau » du Corridor « Praia-Dakar-Abidjan », tandis que des initiatives complémentaires de la société civile promeuvent la bonne gouvernance et la décentralisation.

Les ALs jouent un rôle central dans chaque réforme : la municipalité de Bissau joue un rôle directif dans l'aménagement et la mise en place de services urbains et de gestion des déchets, tandis que les services décentralisés et agents municipaux sont directement engagés dans la participation citoyenne et les prestations de services. Le ministère de l'Administration Publique, soutenu par l'UE, relance le processus de décentralisation, offrant aux municipalités de nouvelles responsabilités et opportunités. Ces dynamiques établissent un terrain favorable aux ALRs pour gagner en compétence, tester l'aménagement participatif, et s'associer avec des entreprises locales, incluant petites et moyennes entreprises, ainsi que recycleurs informels dans le traitement des déchets. En alliant réformes urbaines et investissements dans des artères majeures, ces projets démontrent à quel point le Global Gateway peut créer une passerelle entre les priorités nationales en matière d'infrastructure et un développement basé localement, créant des ouvertures pour une coopération décentralisée et une plus grande implication du secteur privé.

En Guinée-Bissau, tandis que la coopération entre ALs et européennes n'est pas encore formalisée au sein de ces projets, elle y est activement encouragée à travers des échanges techniques et de mécanismes de gouvernance.

- Parties prenantes impliquées : municipalité de Bissau, services décentralisés de l'état, ministère de l'administration publique et du pouvoir local, ministère des travaux publics, CE, BEI, UN-Habitat, banque mondiale, Instituto Marques de Valle Flor, Italian NGOs Mani Tese & ACRA.
- Délai : 2022-en cours.
- Pour en savoir plus : [Praia-Dakar-Abidjan Corridor, Rehabilitation of the road Bissau/Safim](#)

Inde – Programme CITIIS ('Investissement des Villes pour Innover, Intégrer et être durable')

Le programme CITIIS en Inde évoque la façon dont le financement international peut être affecté aux municipalités pour la transformation urbaine. Ce programme allie 200M€ de prêts à l'AFD et au KfW, ainsi qu'une subvention de 12M€ de la CE, créant une structure mixte qui soutient 18 grandes municipalités urbaines.

Tandis que les prêts sont contractés de manière officielle par le ministère des finances, les municipalités sont les responsables directs de la mise en œuvre du projet, mettant l'accent sur le développement urbain durable et l'innovation. Les ALs bénéficient non seulement d'un accès à d'importants financements, mais aussi à une assistance technique et à des formations, favorisant la création et l'exécution de projets répondant aux priorités locales et alignées aux politiques urbaines. Ce modèle montre comment les projets du Global Gateway peuvent renforcer l'actionnariat municipal tout en opérant dans une structure financière centralisée.

- Parties prenantes impliquées : ministère des finances, 18 municipalités engagées, CE, France (AFD), Allemagne (KfW).

- Délai : 2018–en cours.
- Pour en savoir plus : [CITIIS, €12 million EU grant press release](#), [CITIIS 2.0 – AFD press release](#)

Indonésie – Soutien pour les Investissements d’infrastructures en Indonésie (S4I)

En Indonésie, les ALs tirent profit de manière significative du projet « S4I », qui vise à renforcer le l’écosystème financier indonésien en soutenant PT Sarana Multi Infrastruktur (PT SMI), afin d’agir comme catalyseur d’une transformation structurelle et de croissance durable. Il est question de donner plus d’accès aux financements pour les municipalités et les régences afin de promouvoir un développement urbain inclusif et d’améliorer les mécanismes de financement des investissements dans les énergies renouvelables, contribuant ainsi aux besoins d’infrastructure à long terme de l’Indonésie et à la réalisation des objectifs du développement durable. A travers cette initiative, les municipalités indonésiennes et entreprises régionales bénéficient de meilleures compétences en préparation de projet, en approvisionnement et dans la protection sociale et environnementale. Le résultat d’un tel soutien donné à la PT SMI, à travers le S4I, ce sont des municipalités indonésiennes qui vont posséder de meilleures compétences à développer des infrastructures essentielles et renforcer l’accès à des financements. Dans le cadre réglementé de l’emprunt indonésien, les gouvernements infranationaux n’ont accès aux prêts nationaux qu’avec l’accord préalable du ministère des finances. Cette initiative représente un important mécanisme pour faciliter l’investissement dans les infrastructures.

Même s’il n’est pas lié au projet Global Gateway, le programme « Partenariats pour des villes durables », financé par l’UE, a encouragé un jumelage entre les villes de Berlin et de Jakarta.

- Parties prenantes impliquées : PT Sarana Multi Infrastruktur (PT SMI), CE, France (AFD), Allemagne (KfW), ministère des finances.
- Délai : 2019–2026.
- Pour en savoir plus : [Support for Infrastructure Investments in Indonesia \(S4I\), PT SMI: S4I, KfW – Indonesia: S4I](#).

Jordanie – « Plans d’Action pour le Climat et l’énergie renouvelable » (SECAPs) à Amman, Madaba, Mafraq & Um El-Jimal

L’UE soutient trois initiatives complémentaires dans les municipalités de Jordanie pour engendrer le développement urbain et une croissance verte: l’expansion du « système de gaz d’enfouissement de Ghabawi » à Amman, augmentant la production de gaz de décharge et la production d’énergie propre; le « Programme Climamed », pour soutenir l’action climatique au niveau municipal à travers la mise en place de « Plans d’Action pour le Climat et l’Energie Renouvelable » (SECAPs); et enfin le soutien de l’UE pour l’économie verte, qui renforce la gouvernance locale, les partenariats public–privé et la capacité municipale à mettre en œuvre des projets de développement durable et inclusif.

Les ALs sont essentielles dans ces trois initiatives. Elles dirigent la mise en oeuvre des SECAPs, se coordonnent avec le ministère de l’administration locale pour obtenir des permis sur des interventions plus importantes, et participent activement au suivi des projets et l’engagement communautaire. La municipalité d’Amman contrôle les opérations de décharge et les PPPs associés, tandis que d’autres municipalités telles que Madaba, Mafraq, et Um El-Jimal mettent en place les mesures SECAPs adaptées à leurs territoires.

L'assistance technique des programmes régionaux et bilatéraux de l'UE, combiné aux échanges entre pairs via l'Alliance des Maires, aident les municipalités à renforcer leurs compétences, développer des propositions de financement pour le Global Gateway, et reproduire les meilleures pratiques dans tout le pays.

- Parties prenantes impliquées : municipalités de Madaba, Mafrqa, Um El-Jimal, ministère de l'administration locale, municipalité d'Amman, DUE.
- Délai : Implémentation en cours.
- Pour en savoir plus : [Ghabawi Landfill Gas System, Um El-Jimal: ClimaMed, Climamed Programme](#)

Kenya – Participation des gouvernements locaux dans la transformation numérique du Kenya et dans le développement urbain sous l'initiative Global Gateway

Dans le cadre du « Partenariat vert et numérique UE–Kenya », les gouvernements des comtés jouent un rôle central dans l'avancement des initiatives de digitalisation et de développement urbain, alignées aux priorités du Global Gateway, grâce à un soutien de l'UE de 435M€ pour la transformation numérique du Kenya sur 32 projets. Les initiatives principales incluent des projets de numérisation centrés sur l'humain, comme le « Last Mile Connectivity for primary schools », la numérisation des établissements de formation technique et professionnelle, ou encore la création de centres de transformation numérique aux côtés du KISIP 2, se focalisant sur le développement urbain et la modernisation des bidonvilles. Les gouvernements des comtés, au travers de ministères tels que ceux de l'urbanisme ou du développement, agissent en tant qu'agences de mise en place pour les infrastructures, les « centres de compétences numériques », et d'interventions dans les communautés, assurent que le projet réponde aux besoins locaux.

Les ALs bénéficient d'un renforcement des capacités et des institutions, avec la formation des responsables du comté, d'un soutien pour transformer les services publics en centres de compétences numériques, et de conseils en planification participative via des plans de développement communautaire. Ces comtés contribuent activement à une transformation numérique en mettant en forme des plateformes e-gouvernementales et des solutions civiques technologiques. Le conseil des gouverneurs (CoG), l'ICT et le comité sur la gestion des connaissances fournissent des plateformes officielles pour les dialogues inter-pays, la consultation politique et l'alignement stratégique avec les standards nationaux de l'ICT. Enfin, les services du comté ont également une responsabilité directe sur la mise en œuvre d'activités au niveau du comté et des rapports financiers. Cette approche illustre à quel point un gouvernement décentralisé peut servir de levier pour localiser la transformation numérique, renforcer les prestations des Services publics et créer des opportunités pouvant être imitées et ainsi favoriser la coopération décentralisée. Des initiatives émergent au niveau du comté, malgré le fait qu'elles ne soient pas encore au niveau d'une coopération décentralisée, et illustrent une ouverture croissante à la collaboration internationale et l'apprentissage en équipe. De plus, ces recommandations stratégiques soulignent le potentiel qu'aurait une institutionnalisation d'un Forum sur la numérisation UE comtés au sein du conseil des gouverneurs, et qui pourrait servir de plateforme au dialogue, aux échanges techniques, et à une coopération décentralisée future entre les comtés du Kenya et les ALRs européennes.

- Parties prenantes impliquées : ministères nationaux du Kenya, 47 gouvernements de comtés, CSOs, DUE, UNICEF, Allemagne (KfW, GIZ), France (AFD), Estonie (ESTDEV).

- Délai : 2020–2026 (KISIP 2) ; autres initiatives de numérisation en cours.
- Pour en savoir plus : [Digitalization for TVET, Digital Transformation Centres, Kenya Informal Settlements Improvement Project](#)

Laos – « Partenariat Equipe Europe pour renforcer l'échange durable et inclusif, l'investissement et la connectivité dans les secteurs agricoles et forestiers »

Au Laos, les ALs jouent un rôle central dans la mise en place du « Partenariat Equipe Europe pour renforcer l'échange durable et inclusif, l'investissement et la connectivité dans les secteurs agricoles et forestiers » (TICAF) à 100M€ (prêt et subvention), une initiative phare du Global Gateway. Le projet souhaite promouvoir une croissance verte, durable et inclusive à travers des investissements dans l'agriculture, la sylviculture et le développement de ces chaînes de valeurs. La province de Khammouane est un acteur particulièrement engagé, spécifiquement dans la composante PROFEB (protection et utilisation durable des écosystèmes forestiers et de la biodiversité), cofinancée par l'UE et l'Allemagne, mise en place par la GIZ, qui s'est focalisée sur le renforcement des participations communautaires, principalement les femmes, et sur la gestion durables des forêts, s'alignant sur les engagements environnementaux du pays et sous couvert de la contribution déterminée au niveau national (NDC). L'engagement de la province fut essentiel pour ajouter le parc national Hin Nam No à la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en 2025. Des projets complémentaires tels que « compétences pour le tourisme, l'agriculture et la sylviculture » et le CEG consolident ce développement des compétences, de la gouvernance participative, et du développement rural inclusif dans la province.

- Parties prenantes impliquées : autorités provinciales de Khammouane, DUE, BEI, France, Allemagne (GIZ).
- Délai : 2021–2027.
- Pour en savoir plus : [TICAF launch, PROFEB, CEG II, STAF](#)

Libye – Centre de transformation poissonnière à Zliten

Le Projet REBUILD (4.4M€) expose le fait que les ALs en Libye peuvent prendre la main en matière de développement municipal, même dans un contexte d'insécurité et de divisions politiques. La municipalité de Zliten joue un rôle central en cofinçant la construction d'une installation de stockage et de réfrigération au port de pêche artisanal, mais aussi en participant à la formation, aux évaluations techniques et à la création d'ateliers collaboratifs.

A travers 10 municipalités, les réseaux de maires et universités locales créent un renforcement des compétences, une création de ressources municipales, et un aménagement participatif, s'assurant que ces interventions s'alignent avec les besoins locaux. Ce projet renforce les infrastructures de pêche pour diversifier l'économie, améliorer la sécurité alimentaire rendre conforme les exportations, tout en étant une sorte d'expérimentation pour une gouvernance décentralisée et des prestations de services municipales. A travers ce solide leadership au niveau municipal, et combiné à des partenariats facilités par l'initiative « Nicosie », le Projet REBUILD illustre la reproductibilité de la coopération décentralisée et offre des points d'entrée concrets, pour les partenaires européens, à s'engager dans un renforcement de compétences municipales et dans le développement local de la Libye. Ce projet illustre bien l'approche à 360° du Global Gateway utilisant la coopération décentralisée. Au sein de ce projet, la coopération décentralisée prend déjà forme à travers les partenariats entre la province autonome de Trento, la région autonome de Friuli Venezia Giulia, et l'institut italien de l'océanographie et des

géophysiques appliquées, travaillant main dans la main avec les municipalités libyennes. Se construisant sur ces fondations, un haut potentiel se révèle quant à l'expansion de la coopération décentralisée dans des zones de pêche, de services municipaux ou au niveau du développement durable et local.

- Parties prenantes impliquées : ministères des ressources maritimes, centre de promotion des exportations de Libye, centre de recherche en biologie marine, municipalité de Zliten, 10 municipalités libyennes, CE, coopération décentralisée régionale par l'Initiative de Nicosie, IOM.
- Délai : 2021 – 2025.
- Pour en savoir plus : [REBUILD Project](#), [Nicosia Initiative](#)

Madagascar – « Tous redevables » : une approche intégrée

Le projet « Tous Redevables » (13M€) à Madagascar adopte une approche plus intégrée pour renforcer la gouvernance démocratique, la transparence, la responsabilité et la participation citoyenne, tout en impliquant directement les ALs à la conception des projets et à leur mise en place.

Les municipalités sont consultées pour assurer que les interventions s'alignent avec les priorités de développement local, et le fonds de développement local fournit des ressources aux ALRs pour qu'elles investissent dans des projets à plus grande échelle. Ce projet associe le secteur privé à l'aménagement du développement local, encourageant la collaboration entre entreprises et autorités municipales. Des associations de maires se sont déjà engagées pour renforcer cette responsabilité et assurer un soutien étape par étape au leadership municipal.

Cette approche montre que les ALRs peuvent diriger des réformes sur la gouvernance locale et participer activement à des initiatives de développement, offrant des modèles transposables de coopération décentralisée. Pour l'heure, il n'y a pas de partenariats de coopération décentralisée au sein du projet, mais l'association internationale des maires francophones (AIMF) pourrait jouer un rôle-clé en soutenant les maires nationaux et en facilitant les échanges d'égal à égal partout où la mise en œuvre du projet serait effective.

- Parties prenantes impliquées : autorités locales de Madagascar impliquées dans le projet, DUE, France (Expertise France).
- Délai : Mise en œuvre débutant en 2025.
- Pour en savoir plus : [Tous Redevables project](#)

Malawi – Ulimi ndi Chilengedwe m'Malawi (UCHI) – Programme de croissance et d'écologisation

Le projet UCHI (10.6M€) encourage la préservation décentralisée de l'écosystème et des ressources naturelles au Malawi. Les conseils de district sont le moteur de cette action, couvrant 12 districts (Chitipa, Karonga, Rumphi, Nkhata Bay, Mzimba, Kasungu, Ntchisi, Dedza, Ntcheu, Zomba, Chikwawa et Nsanje). Ils ont une responsabilité directe dans la gestion de budget, les rapports et les mesures de mise en place comme l'aménagement du territoire, la gestion des bassins, la conservation des sols et la régénération des forêts. Ce projet est conçu pour enraciner l'approche décentralisée, en renforçant les compétences de nombreux districts et améliorant la collaboration entre ministères, conseils et communautés. Le Malawi

possède des structures à forte gouvernance décentralisée et le comité national de gouvernance des finances locales fournit un mécanisme essentiel afin de renforcer la décentralisation fiscale, à travers des transferts aux autorités locales. L'association du gouvernement local du Malawi s'est vu y participer en tant que co-demandeur, à l'initiative de certains districts bénéficiaires, sans qu'il n'y ait un quelconque lien structurel formel. Alors qu'aucun réseau régional ou international n'est, pour le moment, impliqué, l'engagement structurel des conseils de districts, couplé aux mécanismes de formation et aux systèmes de transfert fiscal, pourrait offrir de potentiels points d'entrée pour une coopération décentralisée et une reproductibilité dans d'autres contextes. Malgré l'absence de partenariats de coopération décentralisée au sein de ce projet, il y a un fort potentiel de développement de ceux-ci à travers l'engagement structurel des conseils de districts et leurs mécanismes de formations dédiés. Ces composantes pourraient fournir un point d'entrée efficace pour de futures collaborations avec des ALRs européennes.

- Parties prenantes impliquées : 12 Conseils de districts, ministère des ressources naturelles et du changement climatique, ministère de l'administration locale et de la culture, université d'agriculture et de ressources naturelles de Lilongwe, association des gouvernements locaux du Malawi, DUE.
- Délai : Mise en œuvre débutant en 2025.
- Pour en savoir plus : [UCHI project, Greening and Growing Malawi](#)

Mauritanie – Soutien à la région de Nouakchott pour son développement durable, résilient et équitable

Le projet ARENDRE (0.5M€) a soutenu la Région de Nouakchott et ses 9 communes, pour renforcer leur développement urbain durable, résilient et équitable. La région a joué un rôle central en tant qu'autorité primaire de mise en œuvre, coordonnant prises de décisions politiques et exécution d'activités comme le plan de mobilité urbaine, les lignes-test de transport, et l'amélioration de l'éclairage public. Les comités de consultation régionaux et communaux assurent la participation active des municipalités, intégrant des priorités locales dans la création de projet et sa mise en œuvre. Les ALRs ont bénéficié d'un renforcement significatif de compétences à travers formations, assistance technique, et partage de savoirs facilité par les co-demandeurs, tels que Grand Paris Sud, le fonds mondial de développement des villes, et le centre international d'études pour le développement local (CIEDEL). Ce projet a également mobilisé l'association mauritanienne des communes du sud, au sein du réseau des collectivités pour la participation citoyenne des territoires, encourageant les échanges entre pairs avec des villes comme Dakar, Bamako, Evry et Kayes. Ces partenariats illustrent la reproductibilité de cette approche ainsi que le haut potentiel pour une coopération décentralisée plus tard, déjà renforcée à travers les liens existants comme avec le programme « Partenariats municipaux durables » impliquant Rosso et Nouakchott. Au sein de la structure du projet, Grand Paris Sud et le fonds mondial de développement des villes s'associent avec la région de Nouakchott et ses communes, offrant un renforcement de compétences pour les officiels élus et le personnel technique à travers des formations, un soutien régulier, et des échanges d'égal à égal entre réseaux tels RECOPACTE qui regroupent les villes de Bamako, Dakar, Evry, Kayes et Nouakchott.

Au-delà de cette initiative, les villes de Rosso et de Nouakchott participent également au programme de partenariats municipaux durables, consolidant la coopération municipale et intermunicipale.

- Parties prenantes impliquées : région de Nouakchott, association mauritanienne des communes du sud, EUD, Belgique (ENABEL), Grand Paris Sud, régie autonome des transports parisiens, fonds mondial de développement des villes, CIEDEL.
- Délai : Projet en cours de fermeture.
- Pour en savoir plus : [ARENDRE project, FFEM – Pour un développement durable](#)

Mauritanie – Groupe de coordination avec les ALs pour un ensemble d’actions intégrées

A Hodh El Chargui, région durement affectée par l’afflux de réfugiés Maliens, plusieurs projets soutenus par l’UE sont en cours dans le cadre d’une connexion entre aide humanitaire, développement et stabilité. Ces initiatives, telles que le projet TAWAFOUG (20M€), ont pour but d’encourager un développement socioéconomique et d’améliorer la protection et les conditions de vie des communautés d’accueil, des réfugiés et des rapatriés. D’autres projets tels que le RIMFIL (18M€), le MIRECAM (8M€) et le KARAMA (4M€) se focalisent respectivement à développer le secteur agro-pastoral durablement, à soutenir l’intégration socioéconomique des populations déplacées et des communautés d’accueil, et enfin à améliorer la protection des populations et leurs conditions de vie dans les communes de El Megve et Fassala, région où la population totale a doublé en raison de la crise des réfugiés, mettant à rude épreuve la cohésion locale et la prestations de services. Le conseil régional d’Hodh El Chargui et les ALs sont les acteurs principaux de cette approche. Ils jouent un rôle décisif en sélectionnant les zones d’intervention et les infrastructures prioritaires, s’assurant que ces actions dans le domaine de la santé, de l’éducation, du développement rural et de la pêche répondent directement aux besoins locaux. Leur participation aux comités de direction leur permet de donner leur avis, faire des propositions, et de réorienter les activités de projets, renforçant encore une fois leur propriété et leur responsabilité. Cet engagement structuré des ALs n’est pas seulement facteur d’amélioration de la durabilité des interventions, mais il montre aussi que ce modèle de gouvernance participative peut être reproduit dans des régions aussi fragiles faisant face à la pression liée aux déplacements.

- Parties prenantes impliquées : CE, Belgique (ENABEL), NGO ACF Espagne.
- Délai : Projets lancés récemment, en cours d’implémentation.
- Pour en savoir plus: [TAWAFOUG, RIMFIL, MIRECAM, Coordination Unit for the National Migration Management Strategy](#)

Mexique – Achèvement du ‘Master Plan’ et définition d’une stratégie commerciale pour le Port de Guaymas, Sonora (Mexique)

Au Mexique, l’un des projets-phare du Global Gateway est la création d’un corridor d’échange maritime entre le Port de Sines (Portugal) et celui de Coatzacoalcas (Mexique), se connectant au Corridor Interocéanique de Tehuantepec. Il a pour but de diversifier la réserve d’énergie de l’UE, de promouvoir l’énergie propre, et de renforcer ses chaînes de valeurs industrielles à travers les investissements du secteur privé. Une composante de ce projet phare soutient la réalisation du « Net Zero Master Plan » et la définition d’une stratégie commerciale pour le Port de Guaymas, Sonora.

L’Etat de Sonora, avec son partenaire de mise en œuvre IMPULSOR, est pleinement engagé dans le projet, dirigeant le développement du “Master Plan” et son alignement avec les priorités locales. L’UE fournira 250.000€ de subvention en utilisant l’approche FNLC pour les ALs, pendant qu’une expertise technique sera contractée grâce au Port d’Anvers–Bruges, un

accord qui offre le potentiel d'une future coopération décentralisée dans la gestion des ports et du développement urbain. Les ALs sont en tête, coordonnées avec IMPULSOR et s'impliquant aux côtés d'actionnaires pour frayer un chemin à cette transformation portuaire, pouvant générer de nouveaux emplois plus verts, renforcer l'expansion économique régionale et améliorer les relations commerciales. Cette intervention se construit sur le travail préalable de l'initiative PoABI, traduisant des évaluations de diagnostic et l'engagement institutionnel dans un "Master Plan" finalisé et une stratégie commercialement viable. Même s'il n'est pas intimement lié à ce projet Global Gateway, le programme « Partenariats pour des villes durables », financé par l'UE, a encouragé un partenariat entre Guadalajara et Barcelone.

- Parties prenantes impliquées : Etat de Sonora (via IMPULSOR), ASIPONA autorité du port de Guaymas, CE, Port d'Anvers-Bruges.
- Délai : 2025–2026.

Maroc – Plusieurs projets via la politique de régionalisation, mis en place via le FEC et les régions

Au Maroc, l'UE soutient la politique de régionalisation du pays à travers plusieurs projets, pour aider les régions et municipalités à consolider leurs services publics et leur solidité face aux changements climatiques. Certains projets relatifs au Global Gateway illustrent la façon dont les prêts sont répartis à travers les ALRs grâce au fonds d'équipement communal (FEC), revenant directement aux gouvernements régionaux. Plus de 100 municipalités bénéficient indirectement d'un prêt de l'AFD de plus de 100M€ via le FEC, permettant des investissements dans les services locaux et les infrastructures.

Au niveau régional, la région de Guelmim-Oued Noun a eu accès à un prêt de 12M€ venant de la BERD, garanti par la FEDD+ de l'UE. Le soutien pour la politique de régionalisation vient aussi des initiatives comme le service local énergie climat (SLEC) à Tanger. Ces projets soulignent la structure plutôt avancée de décentralisation au Maroc, là où les gouvernements locaux et régionaux sont capables de mobiliser des finances intérieures et internationales en ayant la garantie souveraine. De plus, cela met en lumière la façon dont les garanties des prêts peuvent minimiser les risques et répandre l'accès aux crédits.

Bien que non-explicitement intégrée aux projets, la coopération décentralisée triangulaire émerge peu à peu entre la région de Tanger-Tetouan, la région PACA en France et la Catalogne en Espagne. Il y a un fort potentiel de collaborations transfrontalières sur la gestion de parcs naturels, de ressources maritimes, et bien d'autres priorités environnementales communes. La convention des maires est également active au Maroc, soutenant les ALs pour faire avancer les initiatives dans l'urbanisme et le climat de manière durable.

- Parties prenantes impliquées : région de Guelmim-Oued Noun, région de Souss Massa, Béni Mellal-Khénifra, CE, BERD, BEI, France (AFD).
- Délai : 2022–en cours.
- Pour en savoir plus : [Service Local Energie Climat, Guelmim-Oued Noun Region loan](#)

Mozambique – « VAMoz Digital »

Le projet Global Gateway « VAMoz Digital » (10M€) contribue à la croissance générale du Mozambique, encourageant la transformation numérique par le développement de compétences, l'entrepreneuriat numérique et le renforcement des écosystèmes de l'innovation. Les ALs, au niveau provincial et municipal, sont au cœur de l'action, s'impliquant dès la phase de création jusqu'à celles de mise en œuvre et de suivi. Elles fournissent un point de vue politique, leur leadership et des espaces physiques pour les "centres technologiques", développés à travers un consortium public-privé.

Les ALs sont directement impliquées dans la sélection des subventions, contribuent aux études de télécommunication internationale menées par l'UE et bénéficient d'un développement de leurs capacités à travers des ateliers et des dialogues. Leur staff, comme les « community media centre managers », sont parmi les bénéficiaires directs, acquérant des compétences pour améliorer les services numériques communautaires. La coordination entre l'AICS, l'union de télécommunication internationale, les gouvernements locaux et les entités locales de mise en œuvre, assure une intégration des priorités locales dans les stratégies opérationnelles des centres, tandis que les associations nationales et partenaires internationaux complètent ces efforts avec une décentralisation plus générale ainsi que des initiatives de numérisation.

Sans rapport direct au projet Global Gateway, le programme « partenariats pour des villes durables », financé par l'UE, a encouragé un partenariat entre la ville de Beira et la province autonome de Trento (projet MUDAR, fin en 2025), et un autre entre les villes de Pemba et celle de ReGlobal Gatewayio Emilia (projet MAIS PEMBA, fin en 2025). Un partenariat avec la coopération catalane (projet SIRI) est également actif dans le pays.

- Parties prenantes impliquées : consortium local, association des municipalités du Mozambique, Association mozambicaine des professionnels et entreprises des technologies de l'information, DUE, Italie (AICD), union internationale des télécommunications, confédération des associations économiques, association des chambres de commerce européennes.
- Délai : 2025–2027.
- Pour en savoir plus : [Vamoz Digital project](#), [ITU: Vamoz Digital](#)

Namibie – Mise en œuvre de partenariats sur les valeurs des matières premières et de l'hydrogène renouvelable

En Namibie, le soutien du Global Gateway permet de faire avancer la mise en place du Partenariat sur les valeurs des matières premières et de l'Hydrogène Renouvelable, signé en 2022 et approuvé, la stratégie débutant en 2023. Cette initiative mobilise plus de 1.3Md€ de prêts et de subventions pour renforcer le rôle de la Namibie en tant que partenaire clé dans les matières premières et l'énergie verte. Les ALs et municipalités ne sont pas les bénéficiaires directs de ces fonds mais se positionnent pour en obtenir indirectement, particulièrement à travers des projets complémentaires comme le « Clime Investor 3 Blended Finance », qui permet aux projets municipaux éligibles d'accéder à des opportunités financières pour les infrastructures. De plus, les centres urbains et villes côtières sont étroitement liés aux développements stratégiques d'infrastructures, incluant des études d'extension du port à Walvis Bay et Lüderitz, qui, elles, sont menées en collaboration avec Namport et autres ports majeurs d'Europe. Ces investissements soulignent l'importance d'une gouvernance locale pour assurer que l'aménagement urbain, la prestation de services

et l'engagement communautaire s'alignent avec le souhait de transition plus évoluée du pays vers une durabilité des valeurs des matières premières et de l'hydrogène vert.

La coopération décentralisée est intégrée au sein même du projet à travers les partenariats entre le Port d'Anvers–Bruges, le Port de Rotterdam et celui de Nampont, se focalisant sur des structures de haut niveau, sur la digitalisation et sur des études d'extension de port à Walvis Bay et Lüderitz. En parallèle, un nouveau partenariat est en préparation entre le Conseil de la Ville de Lüderitz et la VNG, qui débiterait en 2026. L'initiative devrait accroître la capacité du Conseil à proposer des services essentiels en eau, assainissement et gestion des déchets solides, et de s'assurer que les développements industriels à plus grande échelle déjà en cours génèrent des bénéfices tangibles pour les communautés locales. Dernièrement, bien que distinct des activités du Global Gateway, le programme « Partenariats pour des villes durables », financé par l'UE, a également établi un partenariat entre Brême et Windhoek, et un autre entre Walvis Bay et Czerwonak.

- Parties prenantes impliquées : gouvernement namibien, Nampont, Walvis Bay, DUE, Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Finlande, BEI, port d'Anvers–Bruges, port de Rotterdam, Lüderitz.
- Délai : 2023–en cours.
- Pour en savoir plus: [EIB to support green energy in Namibia, Raw Materials Value Chains and Renewable Hydrogen, EU-GET.transform, Technical Support to the Namibia Green Hydrogen Programme](#)

Népal – Cities 4 Women : Urbanisation sûre et inclusive

Au Népal, les ALs sont au centre du projet Global Gateway à 5.5M€ soutenant les espaces ouverts attentifs aux questions du genre et soucieux des enjeux climatiques, étant donné que les municipalités font face à une croissance urbaine rapide et à une grande vulnérabilité climatique. Quartiers et municipalités sont en tête de ligne pour identifier et prioriser les projets d'infrastructure de petite taille à travers des processus participatifs et consultatifs intégrés à leurs plans annuels. Une étroite collaboration avec des officiels municipaux fut l'épicentre à la création d'outils pratiques comme les « directives d'urbanisme municipal étape par étape » ainsi que le « manuel de prise de décision participative sensible au genre pour les municipalités ». Les conseils municipaux et comités de quartier jouent un rôle décisif dans l'assurance d'une planification inclusive, de consultations communautaires et de mise en œuvre de conduites de projets de validation au niveau des quartiers. Un "Challenge Fund" regroupe ces cofinancements des municipalités et du projet, montrant un revenu local très présent. Pour renforcer leurs capacités, urbanistes et concepteurs sont intégrés au sein des départements d'ingénierie municipaux, assurant donc un soutien technique pour l'aménagement, la conception et l'installation d'infrastructures viables. Les maires ont pris l'initiative de mobiliser des ressources additionnelles, présentant leurs projets à la BAD, mettant en lumière le rôle grandissant des municipalités pas seulement dans la planification, mais aussi dans la mise en place de partenariats pour des investissements à plus grande échelle.

Ce projet facilite les événements internes d'échanges entre villes pour un apprentissage entre pairs, offrant des bénéfices directs à travers cette exposition aux meilleures pratiques, et soutient la possibilité d'échanges internationaux entre villes et institutions d'Europe et d'ALRs participant au projet– comme ces institutions finlandaises. Ce sont aussi des opportunités pour un futur renforcement d'échanges de connaissances avec leurs homologues européens et qui pourrait contribuer à la mobilisation de ressources pour la conception urbaine et de discussions autour de la technologie.

- Parties prenantes impliquées : association municipale du Népal, municipalités impliquées dans les projets, DUE, Finlande, UNOPS, Cities alliances, UN-Habitat.
- Délai : 2023–2027.
- Pour en savoir plus : [Cities 4 Women, Cities 4 Women: Cities Alliance](#)

Nigeria – Omi Eko – « Investir dans les voies navigables pour le développement de l'Etat de Lagos »

Le projet Global Gateway Omi Eko dépeint le rôle des gouvernements infranationaux dans les investissements d'infrastructures majeures soutenus par le Global Gateway. Le gouvernement de l'Etat de Lagos est le partenaire central de cette opération à 360M€, alliant un prêt de l'AFD à hauteur de 130M€ et de l'EIB à 170M€, à une subvention de l'UE qui s'élève à 60M€. Tandis que les prêts sont rétrocédés par le ministère fédéral des finances, le gouvernement de l'Etat de Lagos est le responsable direct de la mise en œuvre et du remboursement, se positionnant à la fois comme emprunteur et exploitant. Le projet a pour but d'accroître et de moderniser le transport par voie maritime dans l'Etat de Lagos, pour décongestionner et réduire la pollution tout en améliorant la mobilité urbaine pour ses millions d'habitants. Au-delà du financement, l'initiative fournit aussi une assistance technique et un soutien institutionnel pour renforcer la capacité du gouvernement de Lagos, permettant ainsi la gestion de projets d'infrastructures de plus grande échelle et servant de modèle à l'accès infranational pour un financement international mixte au Nigeria.

Bien qu'il n'y ait pas de partenariats en coopération décentralisée formellement en place, ce projet offre le potentiel de futurs échanges et collaborations. Les opportunités existent pour transposer et disséminer ce modèle de projet parmi les autorités locales dans la région, et pour établir une coopération d'égal à égal avec leurs homologues européens engagés dans des initiatives de mobilité urbaine et de transport durable similaires.

- Parties prenantes impliquées : gouvernement de l'Etat de Lagos, autorité des voies navigables de l'Etat de Lagos, ministère fédéral des finances, CE, BIE, France (AFD), secteur privé.
- Délai : 2023–2030.
- Pour en savoir plus : [Lagos State Inland Waterways Transport Project](#)

Pakistan – Soutien de l'UE pour un développement économique durable grâce à la formation technique et professionnelle

Dans le cadre des projets du Global Gateway au Pakistan, l'UE soutient un développement économique durable à travers une initiative TVET IV s'élevant à 64M€, plaçant les autorités provinciales et régionales au cœur de sa mise en œuvre. Les gouvernements locaux, particulièrement à travers ses divisions sectorielles de l'agriculture, de l'énergie et de la gestion de l'eau, sont activement engagés dans la formulation du projet, sa mise en œuvre, sa supervision et son évaluation. Les « comités dédiés à la mise en œuvre de projets » au niveau provincial et régional s'assurent d'une coordination solide, grâce au leadership du secrétaire du département de la planification et du développement. Ces commissions réunissent les autorités de formation technique et professionnelles provinciales, le « conseil de formation professionnelle du Pendjab » et le directorat des formations techniques et professionnelles de Gilgit-Baltistan, qui, ensemble, opèrent en vertu de mandats infranationaux aux côtés de corps nationaux, de représentants des secteurs privés et de la DUE. En intégrant des structures de gestion de projet au sein des administrations

provinciales et régionales, cette action renforce la propriété institutionnelle et améliore la compétence des ALs pour mettre la formation professionnelle au même niveau que les priorités économiques locales, particulièrement dans l'agrobusiness, l'eau et l'énergie. Bien qu'une coopération décentralisée ne soit pas encore intégrée au sein du projet, il y a possibilité dans le futur de voir se créer des échanges d'égal à égal, particulièrement à travers l'accès aux systèmes de formation technique et professionnelles régionaux et internationaux.

- Parties prenantes impliquées : commission nationale de formation technique et professionnelle, TEVTAs (Punjab, Khyber Pakhtunkhwa, Balochistan), conseil de formation professionnelle du Pendjab, directeur des formations techniques et professionnelles Gilgit-Baltistan, UE, Allemagne (GIZ, KfW), Italie, conseil britannique, associations d'entreprises et d'industries.
- Délai : 2023–2028.
- Pour en savoir plus : [TVET Reform](#), [GIZ: TVET Reform](#)

Paraguay – Accompagner l'investissement « PARACEL » avec une contribution à la formation technique et professionnelle

Au Paraguay, les ALs se sont engagées dans le programme soutenu par l'UE, qui s'élève à 12M€, pour accompagner l'investissement Global Gateway « PARACEL », sur la sylviculture et la cellulose, et ce de manière durable.

Le rôle des ALRs est d'abord consultatif, des conseils consultatifs étant dirigés par les maires locaux et impliquant des acteurs des secteurs privés et publics. Ces conseils, déjà opérationnels et gérés à part selon des pratiques locales et nationales, avaient initialement été mis en place avec le soutien de l'UE à travers une aide au budget allouée auparavant et des mesures complémentaires. Ils proposent une plateforme de dialogue avec le secteur privé pour aligner les formations professionnelles avec les besoins du marché de l'emploi, s'assurant que l'initiative renforce l'alignement des formations techniques et professionnelles avec les priorités locales de développement. Bien qu'une coopération décentralisée ne soit pas encore intégrée au projet, une mission TAIEX (assistance technique et échange d'informations) s'est effectuée en 2024, du Paraguay jusqu'en Finlande impliquant les ALRs et autorités nationales en plus des institutions locales et régionales finlandaises. Des opportunités pour une coopération décentralisée en lien avec le projet pourraient être étudiées plus en profondeur dans le futur. Dernièrement, bien qu'il ne soit pas lié au projet Global Gateway, le programme « partenariats pour des villes durables » promeut la coopération entre la municipalité paraguayenne de Mariano Roque Alonso, 9 autres municipalités partenaires, le conseil provincial de Jaen (Espagne) et la municipalité colombienne d'I Carmen de Viboral.

- Parties prenantes impliquées : autorités locales, ministère de l'éducation, DUE, UNICEF, France (Expertise France), Finlande, Organización de Estados Iberoamericanos.
- Délai : Mise en place début 2026.
- Pour en savoir plus : [Sustainable Cellulose and Forestry investment](#)

Pérou – Comblement des lacunes en eau et assainissement à Chimbote et Nuevo Chimbote

Au Pérou, le projet Global Gateway « comblement des lacunes en eau et assainissement à Chimbote et Nuevo Chimbote », coûtant 281M€, impose un engagement élevé d'acteurs locaux à travers le SEDACHIMBOTE, le service public municipal des eaux, desservant les deux villes. Le SEDACHIMBOTE s'est impliqué dès la phase de préparations, se joignant aux études complémentaires pour s'assurer de sa faisabilité ; il va aussi jouer un rôle central dans sa mise en œuvre. Il bénéficiera directement d'une assistance technique, financée par l'UE, visant à renforcer ses capacités financières, opérationnelles et commerciales, particulièrement pour posséder une structure tarifaire, une gestion d'actifs et une réduction de l'eau non génératrice de revenu. La formation de personnel et le renforcement institutionnel assurera le fait que le service devienne plus autonome et solide, capable de maintenir et diriger l'infrastructure après l'achèvement de ce projet. En tant que bénéficiaire direct, le SEDACHIMBOTE participera aux prises de décisions et aux activités de renforcement des compétences et signeront un accord d'engagement soulignant leurs responsabilités.

- Parties prenantes impliquées : ministère des finances, programme national d'assainissement urbain, Chimbote, Nuevo Chimbote, SEDACHIMBOTE (service), UE, France (AFD, Expertise France).
- Délai : 2026–2031

République du Congo – « Villes Vertes et Résilientes »

En République du Congo, l'initiative "Villes Vertes et Résilientes" place les ALs au centre des efforts de décentralisation et de développement durable urbain. Les associations de maires et municipalités individuelles ont été étroitement impliquées dans les phases de diagnostic, de consultation et de formulation de stratégies, participant aux interviews, visites de sites, groupes de travail et ateliers. Cet engagement avait déjà contribué à un progrès tangible dans la participation citoyenne, la prévention d'inondations et la gestion des déchets. Une future assistance technique venant de l'UE va venir renforcer ce travail en projetant de développer un programme de soutien qui intègre les ALs dans les investissements de croissance verte, tout en recensant des partenaires, identifiant les secteurs prioritaires comme l'assainissement et la résilience urbaine, et concevant des plans d'action. L'association des maires du Congo, menée par le maire de Brazzaville, pourrait se positionner en tant que partenaire clé dans l'alliance des communautés avec les mairies. Les discussions avec des réseaux et organisations internationales, comme "Cities Alliance" et "UN-Habitat", mettent en lumière le potentiel de partenariats plus étendus. Bien que la coopération décentralisée soit actuellement limitée, active principalement à Brazzaville et Pointe-Noire, de fortes opportunités existent pour la réactiver, particulièrement travers des liens établis entre Le Havre et Pointe Noire, et les ALRs européennes de France, de Belgique, d'Allemagne et du Maroc, pour la résilience urbaine, l'assainissement et l'amélioration des services publics locaux.

- Parties prenantes impliquées : autorités locales, association des maires du Congo, CE, France (AFD), groupe de la banque africaine de développement, agences des nations unies, banque mondiale.
- Délai : Phase de préparation débutant en 2025.

Rwanda – Développement urbain sûr, inclusif et intelligent des villes rwandaises

Au Rwanda, le programme Global Gateway “développement d’un climat urbain sûr, inclusif et intelligent des villes rwandaises” (35.5M€) met en lumière le rôle central des autorités locales dans la structuration d’une croissance urbaine participative et résiliente. Les quartiers de Rwamagana et Nyamata sont directement impliqués dans la formation technique, mobilisant ingénieurs, concepteurs et architectes, tout en recevant un coaching sur le développement urbain durable et inclusif. Les autorités locales contribuent aux audits et aux études, facilitent les plannings participatifs à travers des outils numériques comme « l’Urban Dynamic Maps », et promeuvent la coordination de données entre citoyens, secteur privé et gouvernement. L’agence de développement des entités administratives locales fournit un appui institutionnel, s’assurant que la gouvernance multi-niveau et la propriété locale sont intégrées à la conception et l’exécution du projet. Cette approche n’améliore pas seulement le développement des infrastructures mais aussi la gouvernance inclusive, assurant la liaison entre les niveaux centraux et locaux de la prise de décision et de la mise en œuvre.

Bien qu’une coopération décentralisée ne soit pas encore intégrée au sein du projet, il y a un certain potentiel de collaboration étant donné la présence dans le pays d’acteurs de coopératives suédoises, néerlandaises, allemandes, française et belges.

- Parties prenantes impliquées : CE, Belgique (ENABEL), agence locale de développement des entités administratives, districts de Rwamagana et Nyamata.
- Délai : 2024–2029.

Rwanda – « Hanga Hubs »

Le projet « Hanga Hubs » à 4.8M€ au Rwanda cherche à booster l’innovation numérique et l’emploi à travers la création de centres technologiques dans les villes secondaires de Muhanga, Nyagatare, Rubavu, et Rusizi. Les ALRs ont agi principalement comme bénéficiaires indirects, du fait que leurs villes abritent les centres et bénéficient de nouvelles opportunités de soutien d’entreprises et d’emploi des jeunes. Leur engagement a d’abord pris place à travers des dialogues via des corps de coordination nationaux, tels que les ministères des TIC et de l’innovation et de « l’autorité de la société de l’information du Rwanda ». Malgré le fait de ne pas avoir reçu de financement direct, ces ALRs ont tout de même reçu un soutien indirect à travers la création d’écosystèmes technologiques locaux et de services d’entrepreneuriat. “L’association rwandaise des autorités locales” ne fut pas impliquée dans l’initiative, reflétant la structure de gouvernance centralisée du pays, limitant le rôle direct des ALs dans des projets à grande échelle. Néanmoins, en ancrant les centres dans des contextes urbains, le projet rend possible l’implication des ALRs dans l’innovation digitale et le développement économique local.

Dernièrement, aucun partenariat formel de coopération décentralisée n’a été établi au sein du projet, mais de potentielles futures collaborations sont possibles, particulièrement dans le secteur digital. Ce focus sur les nœuds urbains au sein de villes secondaires comme Muhanga, Nyagatare, Rubavu, et Rusizi fournit un point d’entrée aux échanges et au développement de solutions locales innovantes dans la digitalisation, renforçant leurs compétences et le transfert de savoirs entre ALs. Elles peuvent tirer parti de la présence de parties prenantes venant de Suède, des Pays-Bas, de France et de Belgique au sein du pays.

- Parties prenantes impliquées : Villes de Muhanga, Nyagatare, Rubavu, et Rusizi, ministère des TIC et de l’innovation, ECCE, autorité de la société de l’information du Rwanda, Chambre

des TIC du Rwanda.

- Délai : 2021–2025.
- Pour en savoir plus : [Hanga Hubs project](#), [EEAS Press release](#)

La Gambie – Projets de gouvernance locale, services de base et développement durable

En Gambie, les ALs sont constamment impliquées dans des interventions liées au Global Gateway, comme bénéficiaires et parties prenantes dans les processus de consultation et de mise en œuvre. Malgré le fait que le gouvernement central gère les projets à plus grande échelle, comme la gestion des déchets solides, là où des contraintes d'emprunts limitent l'engagement direct des ALRs, la DUE s'assure que les municipalités et leurs associations sont toujours consultées.

Les ALRs gèrent directement les subventions fournies par l'UE et s'associent avec les ONG sur les projets communautaires, incluant des initiatives sur l'énergie verte et sur les fertilisants organiques. Elles bénéficient des projets soutenant la décentralisation, tel que « l'EU–UNDP » qui renforce les conseils locaux et leur association nationale, encourageant leur participation dans le dialogue sur l'appui budgétaire et s'assurant que les priorités locales appuient les réformes nationales. Aucun projet formel de coopération décentralisée n'est pour l'heure établi au sein de cette initiative, mais le contexte du projet apporte un certain potentiel, se basant sur celui de l'EU–UNDP, qui renforce les associations nationales des ALRs et soutient les conseils de développement de villages pour promouvoir la gouvernance locale et les initiatives communautaires. Se distinguant du Global Gateway, le programme « partenariats pour des villes durables » financé par l'UE, soutient la coopération entre la ville belge d'Ostend et de Banjul ainsi qu'entre Kanifing et Peterborough, afin de construire des villes se souciant du changement climatique.

- Parties prenantes impliquées : autorités locales, association des autorités locales de Gambie, administration centrale, CE, BEI, France (AFD), PNUD.
- Délai : en cours au sein de multiples interventions.
- Pour en savoir plus : [Towards Green Growth, Sustainable water supply in the Greater Banjul Areas, GREAT project](#)

Les Philippines – Partenariat « Economie Verte » EU–PH (groupes de gouvernements locaux verts)

Les ALs sont en tête de ligne du Partenariat « Economie Verte » UE–PH, qui fait partie du portfolio du Global Gateway aux Philippines. Elles agissent en tant qu'exécutants et pionniers dans l'avancement des pratiques économiques circulaires. 60 groupes de gouvernements locaux sont directement impliqués, 20 en tant que partenaires-clé et 40 en tant que bénéficiaires-cibles, recevant un soutien technique, financier et politique pour intégrer une circularité dans l'aménagement urbain et la prestation de services. Chaque groupe de gouvernement local participant gère sa propre équipe d'action pour l'économie circulaire locale, ancrée au sein du Bureau du Maire et des services municipaux, pour piloter des initiatives locales, mobiliser du budget et se coordonner aux ministères nationaux. Parmi eux, Pasig City se démarque en montrant que le leadership local amène l'innovation : elle transforme ses installations de récupérations de matériaux traditionnels en hubs de l'innovation pour une économie circulaire, un centre polyvalent combinant le réassemblage des déchets, la formation, la recherche et le développement, ainsi que l'apprentissage d'égal

à égal pour les groupes de gouvernements locaux partenaires. Ce centre complète les activités communautaires comme des banques alimentaires, des centres de remboursement mobiles et des campagnes de sensibilisation, faisant de Pasig une référence en matière de solutions pour une économie circulaire et communautaire inclusive. Des initiatives similaires émergent dans des groupes de gouvernements locaux partenaires à travers une coopération inter locale, d'échanges de savoirs et de la création de la « Mayor's Fellowship for Circular Economy ». Aucun partenariat formel entre ALRs des Philippines et d'Europe n'existe pour l'instant, mais il y a un fort potentiel de coopération future, particulièrement dans l'association de Pasig City et d'autres groupes de gouvernements locaux "verts" avec des régions européennes et acteurs privés investissant dans la gestion des déchets, le recyclage, l'énergie renouvelable et l'innovation verte.

- Parties prenantes impliquées : 60 groupes de gouvernements locaux participants, département de l'environnement et des ressources naturelles, département du gouvernement intérieur et des collectivités locales, DUE, PNUD, PME locales
- Délai : 2024 – 2028.
- Pour en savoir plus : [EU-Philippines Green Economy Partnership](#), [Green LGUs](#)

Togo – GEDEC – Gestion des déchets et aménagement urbain

Au Togo, le programme « gestion des déchets et décentralisation » (4.7M€) illustre le rôle central des autorités dans les initiatives du Global Gateway en gestion de déchets et assainissement. 5 municipalités, Zio 1(Tsevié), Ogou 1(Atakpamé), Tchaoudjo 1(Sokodé), Kozah 1(Kara), et Tône 1(Dapaong), gèrent conjointement cette action, possédant les infrastructures, les services et président les comités de direction où les maires allient communautés, secteur privé et services d'état décentralisés. Leur rôle est renforcé par la législation nationale qui attribuent aux communes des responsabilités sur l'assainissement, s'assurant que les gouvernements locaux ne sont pas seuls exécutants mais aussi décisionnaires. La Faïtière des Communes du Togo, de plus, renforce cette propriété locale en prenant part aux comités techniques de direction nationaux, tout en gérant les ressources du projet. Malgré leurs capacités limitées et un financement restreint, les municipalités arrivent à bâtir des services d'assainissements durables et soucieux du climat, améliorant la santé publique, réduisant une dégradation environnementale et servent de modèle dans tout le Togo et à travers les réseaux régionaux.

Pour le moment, aucun partenariat formel entre ALRs européennes et togolaises n'a été établi, mais il y a un fort potentiel de coopération décentralisée pour la gestion des déchets et l'assainissement, particulièrement avec le réseau « alliance des mairies pour l'Afrique subsaharienne ». Dernièrement, bien que n'étant pas lié au projet Global Gateway, un partenariat a été soutenu par le programme "partenariats pour des villes durables », financé par l'UE, entre Haho et Bapaume (France).

- Parties prenantes impliquées : 5 municipalités, Faïtière des Communes du Togo, services décentralisés de l'état, communautés, DUE, France (Expertise France), secteur privé.
- Délai : 2023 – 2026.
- Pour en savoir plus : [GEDEC Togo, Lancement du projet GEDEC](#)

Ouzbékistan – Digitalisation et intégration de l'Infrastructure Nationale de Données Spatiales

En Ouzbékistan, les ALs sont directement engagées dans le développement de l'infrastructure nationale de données spatiales (6.78M€), une initiative phare du Global Gateway financée par l'UE qui aborde le manque de systèmes de gestion de données intégrées pour le développement urbain.

Samarkand, désignée comme ville-pilote, joue un rôle central grâce à sa capacité institutionnelle plus élevée, de bonnes relations avec le gouvernement central et une motivation pour renforcer sa gouvernance urbaine à travers l'innovation. Les gouvernements locaux de Samarkand et de Sergana sont leurs bénéficiaires-clé, participant activement aux activités de test et bénéficiant d'un soutien technique, de formation et d'inclusion dans les dialogues politiques. Leur implication réaffirme le fait que les stratégies d'aménagement territorial, de réduction des risques de catastrophe, et de développement urbain soucieux du climat sont fondées sur les réalités locales, tout en renforçant la coordination avec les autorités nationales. En intégrant les municipalités dans ces processus de digitalisation, ce projet accroît leur rôle sur la prise de décisions basées sur des données probantes et une résilience climatique sur le long terme.

Aucun partenariat formel de coopération décentralisée n'est pour le moment mis en place au sein de ce projet. Cependant, il y a potentiellement de futures collaborations à travers ces initiatives de renforcement de compétences et échanges d'égal à égal se focalisant sur la gouvernance digitale et l'aménagement urbain.

- Parties prenantes impliquées : Municipalités de Samarkand et Fergana, ministère des finances, DUE, banque mondiale.
- Délai : Mise en place début 2026.
- Pour en savoir plus : [EU strengthens digital and economic ties with Uzbekistan under Global Gateway](#)

Zambie – NEEZA – Programme 'Nexus Eau et Energie pour la Zambie'

En Zambie, les ALs s'engagent activement dans le programme Global Gateway « NEEZA » (118.1M€), en collaborant avec les services régionaux de l'eau qui s'étendent sur 6 provinces (Est, Sud, Central, Copperbelt, Nord et Muchinga). Tandis que le programme est principalement géré au niveau des services publics et des ministères, les municipalités bénéficient directement de prestations renforcées pour l'eau et de l'assainissement, et leur rôle est accentué à travers des campagnes de prévention et d'initiatives institutionnelles sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène. En contribuant aux prestations de service via les services publics comme à Chambeshi, Est, Lukanga, Nkana, et Sud, les ALs aident à traduire les stratégies intégrées (eau, énergie, numérique) du programme en améliorations tangibles dans les communautés. Leur implication est cruciale pour construire une propriété locale, accroître l'efficacité opérationnelle et assurer qu'eau propre et assainissement arrivent jusqu'aux populations vulnérables tout en renforçant une résilience climatique. Une coopération décentralisée future pourrait se construire sur cet engagement, particulièrement dans le développement d'infrastructures digitales économes en énergie pour la prestation de services publics, servant de levier au partenariat déjà existant entre la Zambie et l'Allemagne dans le secteur du service de l'eau.

- Parties prenantes impliquées : Services régionaux de l'eau (Chambeshi, Est, Lukanga, Nkana, Sud), UE, Allemagne (BMZ, GIZ, KfW), UNICEF.
- Délai : 2024 – 2028.

- Pour en savoir plus : [NEWZA programme](#), [Press Release Green Nexus Programme](#)

Zimbabwe – Construire des villes résilientes et inclusives

Au Zimbabwe, les ALs se placent au centre du portfolio de la Global Gateway, jouant un rôle décisif dans la structure et la mise en œuvre de projets combinant réformes gouvernementales, développement urbain soucieux du climat tout en utilisant des PPPs. A travers le projet TAGZIM (9.3M€), “gouvernance transparente et responsable au Zimbabwe”, les communes-pilote et les gouvernements de provinces sont directement impliqués dans la conception et l’exécution d’initiatives pour digitaliser la gouvernance locale, renforcer la gestion des finances publiques et intégrer des aménagements participatifs. Le projet à 41M€ baptisé “villes vertes” positionne les municipalités de Bulawayo, Harare, Mutare, et Gweru comme partenaires principaux, coconcepteurs de sous-projets, recevant une assistance technique et gérant les améliorations d’infrastructure pour l’eau, l’assainissement, la gestion des déchets et la mobilité urbaine. De manière similaire, l’initiative CLGF a permis à des municipalités telles que Bulawayo, Norton, et Gwanda d’établir des forums de développement local, appliquer des structures d’aménagement inclusives, et former des officiels sur la gouvernance soucieuse des genres et sur l’engagement citoyen. Des associations nationales telles que « l’association du gouvernement local du Zimbabwe », « l’association des conseils de district rural » et « l’association des conseils urbains du Zimbabwe » renforcent une fois de plus le leadership des ALs comme co-présidents des comités de direction et qui contribuent à la formulation de projets.

Ensemble, ces initiatives mettent en valeur le fait que les municipalités Zimbabwéennes ne sont pas seulement des bénéficiaires mais aussi des opérateurs de changements, alliant des réformes de décentralisation et un développement local “vert” et inclusif. Ces projets au Zimbabwe montrent un haut potentiel de coopération décentralisée, même si pour l’heure, aucun partenariat formel n’a été établi. Le projet TAGZIM encourage échanges, numérisation, et gouvernance décentralisée, créant des opportunités d’apprentissage entre pairs dans le futur. Le projet “villes vertes” offre un potentiel de collaboration pour des aménagements climatiques, une gestion des déchets et une gouvernance numérique dans les villes. De plus, des liens “dormants” avec l’Allemagne (par exemple Masvingo) et des connexions déjà existantes entre Harare et Munich pourraient servir de levier à un renforcement des échanges de savoirs.

- Parties prenantes impliquées : municipalités de Bulawayo, Harare, Mutare, Gweru, Norton, Gwanda, association des gouvernements locaux du Zimbabwe, association des conseils de district rural, association des conseils urbains du Zimbabwe, DUE, France (Expertise France, AFD), Allemagne (GIZ), Suisse (SDC).
- Délai : Villes vertes: 2024–2028; TAGZIM : 2024–2029; FGLC: 2018–2021.
- Pour en savoir plus : [TAGZIM](#)

